



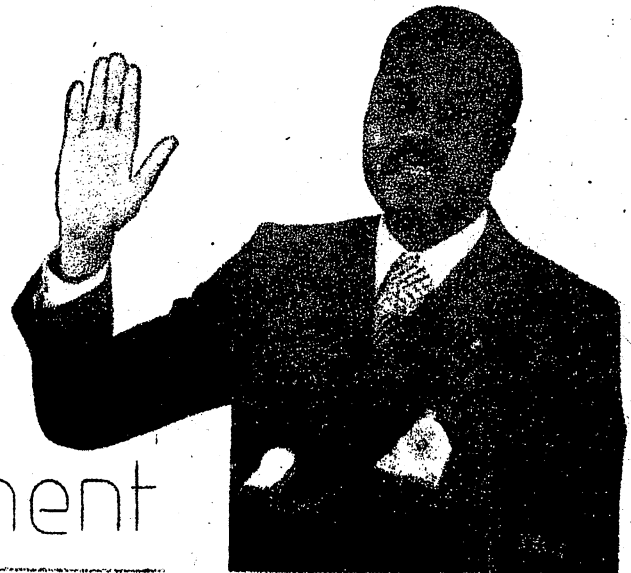
le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 85 - 19 mai 1980 PRIX : 1 F

OUA
L'armes de
crocodile
sur le
sous-développement



DANS CE NUMÉRO

DES ARTICLES SUR :

côte d'ivoire...

communautés villageoises

mali... Tchad...

algérie...etc

Sommaire

- Page 2 :
OUA : les larmes de crocodile...
- Page 4 :
COTE d'IVOIRE : les travailleurs n'ont pas de patrie
- Page 5 :
Les associations villageoises en Afrique
- Page 6 :
MALI : pénurie et marché noir
- Page 7 :
TCHAD : l'armée française se retire mais surveille
- Page 8 :
FRANCE : mesures contre les étudiants étrangers ...pour satisfaire nos dictateurs
- Page 8/9 :
ALGERIE : la dictature réprime en Kabylie

éditorial

O U A : LARMES DE CROCODILE SUR LE
----- SOUS-DEVELOPPEMENT -----

"Nous avons combattu pour la liberté politique, combattons pour la liberté économique". Tel est le nouveau mot d'ordre adopté au dernier sommet de l'OUA, qui s'est tenu à Lagos, les 28 et 29 avril dernier. Ces retrouvailles de chefs d'Etat baptisées pompeusement "sommet économique" ont été l'occasion pour tous nos dictateurs de verser des larmes de crocodile sur l'écart sans cesse croissant entre pays riches et pays pauvres.

L'état de banqueroute quasi chronique dans lequel se trouvent la plupart des pays d'Afrique, est un cinglant démenti à tous ceux qui pensent qu'une voie de développement existe dans le cadre du système capitaliste. Car des richesses, l'Afrique en possède. Son sous-sol renferme des matières premières industrielles telles que le fer, le cuivre, la bauxite etc... en d'énormes quantités. Sur le plan agricole, l'Afrique produit plus de la moitié des récoltes mondiales de café, cacao, banane, plus de 75 % de l'arachide, 95 % de l'huile de palme, etc... Pourtant 20 des 31 pays les plus pauvres du monde sont des pays africains.

C'est que la pauvreté, le sous développement en Afrique et dans le tiers-monde en général, ne sont pas seulement un problème de richesse, mais bien de système économique et politique. C'est parce que tout ce qui est produit en Afrique est orienté vers la satisfaction des besoins des grandes métropoles capitalistes, que ce continent est parmi les plus pauvres du monde.

Pendant la colonisation, les métropoles ont imposé la culture de certains produits dont les capitalistes avaient besoin, au détriment des cultures vivrières. Avec les indépendances, c'est le même système qui a continué. Aujourd'hui, le moteur principal de l'agriculture dans les pays sous-développés, c'est les besoins des pays développés. La seule branche agricole qui connaît un progrès en Afrique, est celle des cultures d'exportation : café, cacao, coton, arachide etc...

Quand il y a aide, il s'agit surtout de développer ces cultures, pour le plus grand bien des trusts impérialistes. Le développement de la production destinée aux populations autochtones, quand à elle, est laissée au hasard du temps.

La conséquence, c'est qu'un pays comme le Mali, un des principaux producteurs de coton d'Afrique, a besoin de 250 000 t. de céréales cette année. Le Sénégal par exemple, qui est un des plus gros producteurs mondiaux d'arachide, a en même temps un très important déficit céréalier. Alors il ne restera plus à ces pays qu'à utiliser les quelques devises que la vente de produits agricoles procure pour importer de la nourriture. Dans tous les cas ceux qui bénéficient de ce système, ce sont

.../...

abonnements

FRANCE : 1 an

ordinaire 12 F
pli fermé 36 F

AUTRES PAYS :

écrire au journal

Adresser toute correspondance à : Combat Ouvrier
BP 145 75 023 Paris Cedex

en spécifiant : "pour le PAT"

les pays capitalistes.

C'est eux qui imposent leur loi sur le marché mondial qu'ils dominent. Ils fixent le prix des matières vendues par les pays du Tiers-monde, et imposent leurs prix pour les produits et bien d'équipement dont ces pays ont besoin. C'est à travers tous les mécanismes de leur système qu'ils continuent le pillage, le vol généralisé, facteurs d'appauvrissement pour les uns, facteur de profits et de richesse pour les autres.

Et les nationalistes, même les plus radicaux, n'arrivent, au meilleur des cas, qu'à atténuer ce pillage généralisé et à grapiller un peu plus de miettes pour les privilégiés locaux.

Alors, la misère de l'Afrique, son sous-développement, peuvent de temps en temps entraîner des cris d'alarme. Mais combien sont hypocrites ces cris ! Car ceux-là même qui, aujourd'hui, parlent de "bataille économique", sont parmi ceux qui vivent de la misère et de la pauvreté de l'Afrique.

Si tous ces chefs d'Etat peuvent, à intervalle régulier, palabrer dans des salons dorés, c'est grâce à l'appui bienveillant et au pillage de l'impérialisme. Ils sont prêts à le servir du moment que cela leur permet d'exercer leurs pouvoirs dictatoriaux et de vivre grasement.

Le sous-développement et la misère sont des fruits de la société capitaliste. Le seul choix pour que disparaissent ces fléaux, c'est d'arracher de la terre l'arbre capitaliste qui les engendre.

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *

côte d'ivoire

les travailleurs n'ont pas de patrie

Au courant du mois d'avril, de violents affrontements ont opposé des commerçants mauritaniens vivant à Abidjan, à des ivoiriens. Le conflit serait parti d'un fait banal : une histoire de vol dans la boutique d'un commerçant mauritanien. Mais le résultat quant à lui, est éloquent. Un ivoirien tué, plusieurs blessés de part et d'autre, et de nombreuses boutiques de mauritaniens pillées.

Selon les informations, des milliers de maures se seraient réfugiés soit à leur ambassade, soit dans les camps militaires proches de la capitale pour échapper aux représailles éventuelles.

Ce n'est pas la première fois que ce genre d'incident se produit en Côte d'Ivoire. Ce pays, par la relative stabilité de son régime a, jusqu'ici, attiré les capitaux impérialistes. Son relatif développement attire des travailleurs que la faim et la misère chasse de chez eux. Ceux qui arrivent ainsi sur le marché du travail, héritent des travaux les plus pénibles, les plus mal payés, et subissent aussi les contre coup de la propagande chauvine que développent les dirigeants dont le seul soucis est de profiter de l'exploitation tout en désignant à la vindicte populaire l'étranger qui, selon eux, serait la cause de tous les maux.

Hier c'étaient les dahoméens et les nagos du Nigéria qui étaient attaqués. Aujourd'hui ce sont les mauritaniens. Au Gabon ou au Zaïre, il y a quelques années, les autorités encourageaient la chasse au sénégalais et aux maliens. Pour tous ces dictateurs qui nous gouvernent, quand leur incapacité est trop patente, le bouc émissaire idéal est l'étranger.

Selon le journal "Jeune Afrique", un travailleur ivoirien sur deux serait étranger. A la bonne heure ! Que peut vouloir dire "étranger" dans un pays où l'on compte plus de 70 langues vernaculaires. Qu'un abidjanais parte à 20 Km d'Abidjan, et il ne peut plus communiquer avec les autres car ils ne parlent pas le même dialecte.

Que resterait-il si, plutôt que de tirer avantage de l'existence de différents dialectes les populations africaines s'appliquaient à affirmer encore les différences, les divisions que le colonialisme a imposées. Quelle différence y a-t-il entre l'ivoirien et le voltaïque par exemple qui, hier encore vivaient dans un même ensemble appelé Haute Côte d'Ivoire et basse Côte d'Ivoire ?

Il ne faut pas se tromper d'ennemi. Les bourgeois parlent d'unité nationale, de conscience nationale. Mais c'est eux qui ont besoin de cette unité nationale-là. C'est eux qui ont quelque chose à gagner à ce qu'il y ait des frontières. Les travailleurs ont leur conscience à développer en tant que travailleurs. Ce qui les unit, ce qui les distingue, c'est qu'ils ne possèdent rien ; pour vivre ils doivent travailler dur pour un maigre salaire, qu'ils soient ivoiriens mauritaniens, sénégalais ou maliens.

Les dictateurs qui nous gouvernent et les parasites qui les entourent s'entendent bien entr'eux pour nous opprimer, pour nous exploiter. Ils ont les mêmes intérêts, ils défendent le même système. Houphouët Boigny est bien plus proche de Senghor ou de Moussa Traoré que d'un travailleur ivoirien.

Alors les travailleurs doivent apprendre qu'ils sont travailleurs avant tout. Ils sont tous des étrangers dans leur pays. La plupart du temps ils sont sans droit et sans travail.

Les travailleurs n'appartiennent pas à une nation. Ils appartiennent à la grande communauté humaine. Ce qui doit les unir c'est leur conscience de classe.

Les associations villageoises en Afrique

Les travailleurs africains en émigration gardent l'habitude de se regrouper par village ou ville d'origine. Cela est dû en partie au fait que quand on est loin de chez soi, on éprouve le besoin de se serrer les coudes. Mais c'est aussi la continuation des habitudes communautaires très fortes en Afrique, où il existe une multitude de communautés traditionnelles dans les villages et les quartiers.

Tout dernièrement, les bakelois ont même déposé les statuts de leur association pour avoir la reconnaissance officielle du ministère de l'intérieur sénégalais. Il s'agit du CAREBA (Comité d'Action pour la Renovation de la ville de Bakel) qui a des sections aussi bien au Sénégal qu'en France.

Dans les sociétés modernes comme en France, le capitalisme a détruit l'entraide communautaire pour la remplacer par la froide loi du profit et du "chacun pour soi". D'ailleurs une des choses qui choquent le plus les travailleurs africains nouvellement venus en France, c'est qu'on ne se connaisse même pas entre voisins. Cette évolution a aussi frappé les sociétés africaines -surtout dans les grandes villes- mais elle n'a pas encore fait disparaître les habitudes communautaires.

Ici dans l'émigration, non seulement les communautés se reconstituent, mais elles interviennent là-bas : des cotisations sont rassemblées pour construire des dispensaires, des maternités, des écoles, des puits ...etc.

Bien sûr, les communautés villageoises comme les associations qui les prolongent dans l'émigration sont loin de mettre en danger l'ordre établi. Elles sont souvent récupérées par les régimes en place. Par exemple, c'est par ces communautés que passait l'ambassade de Mauritanie à Paris pour récolter de l'argent chez les travailleurs, en vue de soutenir l'effort de guerre au Sahara Occidental. Au Mali ou au Sénégal, les associations ont souvent servi de moyen d'ascension pour les politiciens locaux. C'est aussi un moyen pour certains chefs de village d'avoir des privilèges en jouant les intermédiaires entre l'Etat et la population.

A Madagascar, le Fokonolona est un héritage vieux de plusieurs siècles. A l'origine c'était une association d'entraide dans le cadre du village. Aujourd'hui c'est un rouage de l'administration.

Les communautés portent en elles-mêmes de nombreuses inégalités : les marabouts et les représentants de certaines castes y ont des places privilégiées, les vieux ont plus de poids que les jeunes, les femmes en sont souvent exclues ...etc. De nombreuses traditions négatives y subsistent donc et elles constituent des pressions qui jouent dans un sens rétrograde. Ces pressions sont tellement fortes que même dans l'émigration où tout le monde est salarié, il y a des gens qui ont un ascendant, du fait de leur origine sociale.

Mais à côté de ces aspects négatifs, il y a aussi l'aspect communautaire qui, lui, est positif. Chacun agit, non pas en fonction de lui-même, mais en fonction de la collectivité. En échange, la collectivité offre beaucoup d'avantages.

En se réunissant, les ressortissants d'un même village s'occupent de ce qui se passe chez eux, recensent les besoins et, face à la carence de l'administration en matière d'éducation, de santé, d'approvisionnement en eau, prennent des initiatives qu'ils financent eux-mêmes, par leurs cotisations. Il n'est pas rare que des associations villageoises de Paris délèguent une personne pour amener les fonds au village et vérifier

l'utilisation qui en est faite.

Sur place les communautés se substituent aux autorités administratives dans bien des tâches. Les grands fonctionnaires le savent si bien qu'ils essaient de s'en servir en imposant la responsabilité collective pour le recouvrement des dettes ou la collecte des impôts ; bref, ils se servent de l'autorité morale plus grande des communautés sur chaque individu.

Entre la communauté villageoise et l'Etat qui n'envoie des gens que pour récolter les impôts, c'est la communauté qui est plus proche de la population. C'est l'appareil d'Etat qui est étranger. Non pas parce que Bamako ou Dakar sont loin des villages, mais parce que l'Etat ne se soucie aucunement de leurs problèmes.

Au lieu de les laisser s'épanouir en les laissant prendre des décisions, les fonctionnaires briment les associations. Comment oublier l'exemple de ce village du Nord Cameroun où la communauté s'est organisée pour construire une école et demander des instituteurs à l'Etat ? La seule réponse de ce dernier a été l'intimidation par l'envoi de policiers. Cela s'est terminé par le massacre de la presque totalité du village en 1979.

Pour que les choses changent, nous, révolutionnaires socialistes, pensons qu'il faut détruire les appareils d'Etat, qui représentent les intérêts de la bourgeoisie, et qu'il faut que le prolétariat du Mali, de Sénégal, de Côte d'Ivoire et des autres pays prenne le pouvoir politique.

Sous quelle forme ce pouvoir pourra-t-il fonctionner et se consolider ? Seul l'avenir le dira. Mais peut-être que, justement, un pouvoir prolétarien, un pouvoir proche des intérêts de la population laborieuse, et soucieux de lui laisser la possibilité de gérer ses affaires, pourra vivifier ces associations villageoises. Peut-être que ces communautés vivifiées pourront très bien constituer la forme par laquelle s'exercera le pouvoir localement dans les villages.

Les communautés montrent que les gens, là où ils sont, peuvent s'occuper de la chose publique et le faire mieux que l'Etat actuel centralisé. Car ils sont les premiers concernés. Point n'est besoin d'un fonctionnaire nommé par le ministère à un millier de Km de là, pour savoir quels sont les besoins des villageois dans le domaine de la vie courante.

o o o o o o

MALI pénurie et marché noir

Depuis le début de cette année, le riz est devenu de plus en plus rare au Mali. C'est également le cas pour d'autres denrées de base comme le mil, le sucre, le thé etc... La situation est devenue à ce point catastrophique, que le riz est rationné à Bamako, à Gao et dans certaines villes de l'intérieur.

Les organismes étatiques comme l'OPAM (Office des Produits Agricoles du Mali) ou les SEE (Sociétés et Entreprises d'Etat) chargés de répartir et de vendre ces produits sont en rupture de stock. Cette pénurie n'est pas uniquement due aux conditions climatiques défavorables, comme ne cessent de le répéter les dirigeants, mais elle est due aux détournements.

Les fonctionnaires chargés de gérer ces organismes détournent en effet les produits pour les revendre plus cher au marché noir. Ainsi, le sac de riz de 100 kg, qui coûtait officiellement 1 7550 francs maliens en février 1980, était vendu, au marché noir,

... / ...

à 35 000 francs maliens au mois de mars-avril, selon l'hebdomadaire "Jeune Afrique". D'où une augmentation de près de 100 % en quelques semaines ! Le thé vendu à 4 250 FM dans les magasins d'Etat, revient au marché parallèle, au prix de 8 à 10 000 FM le kg.

Cela est scandaleux, d'autant plus que le SMIG n'est que de 15 540 francs maliens. Pour les ouvriers qui touchent un salaire pareil, il est impossible de vivre et de nourrir sa famille.

Oh bien sûr, le gouvernement de Moussa Traoré a mis en circulation des inspecteurs pour contrôler et poursuivre ceux qui pratiquent les prix illicites. Mais ceux-là sont aussi corrompus que ceux qu'ils sont censés poursuivre. Même le journal gouvernemental "L'ESSOR" le laisse entendre. Alors, à quand les super inspecteurs pour contrôler les inspecteurs ?

0 - 0 - 0 - 0 - 0 - 0 - 0 - 0 - 0

TCHAD L'ARMÉE FRANÇAISE SE RETIRE MAIS SURVEILLE

Le gouvernement français a annoncé le 17 mai, que les troupes françaises stationnées à N'Djaména ont quitté leur base.

Il faut prendre cette information avec réserve, car l'expérience -du moins en ce qui concerne ce pays- a montré que les troupes françaises ne se sont jamais retirées complètement depuis leur intervention en 1968. L'impérialisme français a toujours gardé une petite troupe sur place. Et les régiments qui ont été officiellement rapatriés vers la France à grand bruit étaient discrètement remplacés par d'autres. C'était le cas en septembre 1975, sous le régime de Malloum. Mais ces troupes sont revenues, dans le plus grand secret en 1977.

Cette fois-ci, les troupes françaises ne sont pas rentrées en France, mais sont stationnées au Cameroun et en République Centrafricaine. Un accord provisoire a été conclu avec Ahidjo, pour que les militaires français quittant le Tchad se replient à Maroua, au Nord Cameroun. Et là, ils vont attendre, pour revenir au Tchad ou y intervenir en cas de nécessité. Une autre partie des troupes stationnera en Centrafrique. La proximité de ces deux pays, voisins du Tchad, joue beaucoup pour la rapidité d'une intervention militaire.

Si la France a retiré ses troupes du Tchad, c'est sans doute pour laisser les deux principaux rivaux, Goukouni et Hissen Habré régler eux-mêmes leurs comptes. D'autant plus que l'intervention française n'a pas pu rétablir l'ordre et la paix dans le pays. Elle n'a pas pu régler les conflits qui opposent les différentes tendances. Alors elle attend que du conflit actuel, sorte un vainqueur.

Car l'impérialisme français peut fort bien s'accommoder de n'importe quelle tendance. Il peut se passer de son protégé actuel Habré, si à l'issue des combats, les choses tournent mal pour lui. L'impérialisme sait bien que des onze tendances en conflit, aucune ne met en cause ses intérêts. Ce qu'il veut, c'est que l'exploitation des richesses du Tchad se passe bien, dans la tranquillité et la stabilité. Le reste lui importe très peu.

FRANCE MESURES CONTRE LES ETUDIANTS ETRANGERS . . . POUR SATISFAIRE NOS DICTATEURS

*
*
*

Depuis deux mois, il y a un mouvement de solidarité envers les étudiants étrangers dans un certain nombre de villes de province et à Paris.

Et au cours de la manifestation du 13 mai, la mort d'un manifestant a attiré l'attention de l'opinion publique sur l'existence de ce mouvement de solidarité contre les mesures qui frappent les étudiants étrangers.

Même si ce mouvement ne touche qu'une petite fraction des étudiants, c'est tout de même réconfortant de voir des étudiants français défendre les droits des étudiants étrangers. En effet le gouvernement français a décidé de mettre en place différentes commissions spéciales pour sélectionner les étudiants étrangers. Par ces mesures, le gouvernement français veut mettre en place des structures qui lui permettront de se débarrasser de tous les étudiants considérés comme indésirables. Bonnet ne veut pas que les étudiants étrangers apprennent la contestation dans les universités.

Et par là il répond aux désirs de nos dictateurs qui ne peuvent admettre que la France serve de refuge à ceux qui s'opposent à eux.

Cela concerne tout autant les travailleurs immigrés car eux aussi sont victimes de mesures similaires. Les circulaires de Bonnet-Stoléru rendent encore plus difficiles les conditions de vie et de travail des immigrés en France.

Les étudiants français ont montré l'exemple en manifestant dans la rue pour soutenir la lutte des étudiants étrangers. Pour défendre les droits des travailleurs immigrés, qui vivent dans des conditions encore plus difficiles, il est plus que nécessaire que de tels actes de solidarité se manifestent dans l'ensemble de la classe ouvrière.

* * * * *

ALGÉRIE la dictature réprime en Kabylie

Depuis le mois de mars, le gouvernement algérien se trouve face à la contestation de la jeunesse de Tizi-Ouzou, capitale régionale de la Kabylie. Les étudiants et les lycéens revendiquent le droit d'apprendre leur langue berbère dans les écoles. Ils reprochent au gouvernement de négliger leur culture.

La population kabyle constitue 12 à 18 % de la population d'Algérie. Elle fait partie du groupe des berbères répartis dans les pays d'Afrique du Nord. Depuis l'indépendance d'Algérie, la seule langue officielle est l'arabe classique alors qu'elle n'est pas comprise par les berbères non scolarisés.

La protestation des étudiants berbères a pris de l'ampleur lorsque l'écrivain Mouloud Mammeri, venu tenir une conférence sur les poèmes Kabyles chez les étudiants de Tizi-Ouzou, fut d'abord interdit de parole puis arrêté. Des mouvements de grève et des manifestations ont été lancés dans les lycées et l'université de Tizi-Ouzou.

La réponse du gouvernement a été d'arrêter un certain nombre de manifestants. Mais cela n'a fait qu'amplifier le mouvement qui a été rejoint par des ouvriers et des paysans de la région. Le commissariat ainsi que le siège du parti unique (le FLN), de Tizi-Ouzou ont été saccagés.

Parmi les slogans les plus avancés par les manifestants il y avait : "Halte

.../...

à la répression culturelle", "liberté d'expression", "démocratie", "liberté culturelle"... On ne peut évidemment pas affirmer que les raisons du mécontentement sont uniquement d'ordre culturel ou ethnique. Mais ce qui est certain c'est que avec leurs revendications, les kabyles sont en face d'un Etat qui n'accepte aucune contestation. Ce régime est, en effet, anti-démocratique. Il n'opprime pas que les berbères. Sa dictature pèse sur l'ensemble de la population travailleuse, de quelque région qu'elle soit. Il réagit aussi violemment que les autres régimes d'Afrique.

En même temps que le gouvernement de Chadli réprimait, il accusait les manifestants d'être "manipulés par l'étranger". Ce sont là les mêmes arguments que ceux de toutes les dictatures pour justifier les massacres qu'elles font subir à ceux qui les contestent.

Mais le simple fait que des milliers de gens osent affronter les troupes, suffit pour montrer qu'il y a réellement un problème. Ce problème est, en outre très ancien. Le colonialisme français avait d'ailleurs tenté d'utiliser le "particularisme kabyle" pour diviser l'Algérie. Mais cela n'empêcha pas que le mouvement nationaliste fût très actif en Kabylie où se créèrent des noyaux armés contre la domination coloniale.

Dans le FLN, les militants d'origine kabyle, comme Krim Belkacem et Aït Ahmed, jouèrent un rôle important.

Durant la lutte anti-coloniale, berbères et arabes luttèrent ensemble. Cette lutte qui a duré plusieurs années a cimenté l'unité nationale autour de la question de l'indépendance. Depuis la victoire du FLN cette unité s'est détendue petit à petit, d'autant plus que l'administration centrale mise en place, fonctionne dans l'arbitraire.

Aujourd'hui, 18 ans après l'indépendance, le mécontentement apparaît au grand jour à Tizi-Ouzou. Le gouvernement, même s'il a essayé de créer des industries et des emplois en Kabylie, n'a cependant rien fait pour satisfaire les revendications d'ordre culturel des berbères. Pour tenter de les détourner, le régime utilisait les discours prétendument progressistes concernant les mouvements de libération nationale au Sahara Occidental, en Angola, au Mozambique, en Rhodésie...etc. Il évoquait aussi à tout bout de champ les années de lutte anti-coloniale menée par le FLN.

Mais quand ces discours ne suffisent plus pour tromper les mécontents, le régime utilise le bâton.

Le problème qui existe en Algérie n'est bien sûr pas unique en son genre. Combien de fois n'y a-t-il pas eu de conflits graves du même genre en Afrique ? Les exemples du Nigéria ou du Tchad, pour ne citer que ceux-là, suffisent à montrer leur importance.

Dans un grand nombre de pays africains en effet, plusieurs ethnies ont été regroupées artificiellement par le colonialisme. Même dans les pays comme le Mali ou le Sénégal où, apparemment les ethnies vivent sans se heurter les unes aux autres, il n'est pas dit que cela soit résolu une fois pour toutes.

Lorsque nos dictateurs sont en difficulté pour régner, ils utilisent n'importe quels moyens pour rester au pouvoir. S'ils n'hésitent pas à massacrer, ils n'hésiteront pas non plus à créer des conflits entre les différentes ethnies quand cela les arrangera.

Même les pays capitalistes avancés d'Europe ont mis des siècles pour constituer des Etat nationaux. Ils l'ont fait à travers des années de coercition et le brassage des populations dû à l'industrialisation. Et cela n'est même pas résolu car en France, par exemple, il existe toujours des minorités comme les bretons, les basques ou les corses, qui revendiquent le droit à leur culture.

A plus forte raison en Afrique où des populations de langue, de religion et de tradition différentes ont été regroupées de force dans des frontières arbitraires.

Dans ces conditions il n'y a qu'une seule alternative. Ou bien c'est l'oppression d'une minorité par une autre, ou alors c'est un Etat avec une démocratie assez large, et des libertés assez grandes pour que toutes les cultures puissent s'épanouir ; chose qui ne pourra se réaliser que dans un régime qui soit l'émanation des aspirations des masses exploitées.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.